



POUR FAIRE CEDER SEILLIERE ET RAFFARIN NON DANS LA RUE, NON DANS LES URNES !

La grande manifestation du 10 mars, plus d'un million de salariés dans les rues, la mobilisation de la jeunesse des lycées contre la loi Fillon ont changé le climat politique dans le pays. Ces mobilisations ont rencontré une large sympathie au sein de la population, sympathie qui s'exprime aussi, aujourd'hui, dans la progression du Non au référendum sur la Constitution européenne. Le Oui, prôné par Chirac et Hollande, largement majoritaire il y a encore une semaine est devenu minoritaire dans les sondages : 52 % de Non contre 48 % de Oui. Le désaveu des grèves et manifestations s'impose aussi sur le plan politique.

LE PATRONAT VEUT FAIRE LA LOI

Le mécontentement qui a explosé le 10 mars, c'est le refus d'une politique entièrement soumise aux intérêts du Medef et des grosses fortunes. Au lendemain des manifestations, Raffarin avait fait des gestes, à moindre frais, pour tenter de donner quelques raisons aux directions syndicales de s'engager dans des négociations. Il s'agissait de discuter des salaires dans la fonction publique et dans le même temps, comme contrepartie, de la recherche de « *compétitivité* » et de « *réduction d'effectifs* ». Que voulez-vous, l'Etat ne peut augmenter les salaires tout en continuant de subventionner, généreusement, le patronat ou de baisser les impôts pour les catégories sociales aisées ! Dans le privé, le gouvernement prétendait inciter le patronat à discuter de comment « *répartir les fruits de la croissance* ». Sarkozy, vice-président du Medef, frère de Nicolas, a aussitôt déclaré qu'il n'était pas question d'ouvrir de négociations. Pas question donc d'augmenter les salaires. Le patronat ne veut rien entendre.

AUX TRAVAILLEURS D'IMPOSER LEURS DROITS

Une telle attitude est une véritable provocation. Les entreprises du CAC40 annoncent des profits records de 57 milliards d'euros alors que le chômage augmente de 10 %, tout comme le nombre de personnes vivant avec le RMI. Dans 60 % des branches de l'industrie, les salaires les plus bas sont inférieurs au Smic et 4,5 millions de salariés à temps complet ne gagnent pas plus de 1 000 euros. Pour l'ensemble des salariés,

la baisse du pouvoir d'achat est bien une réalité.

Le moment est venu de mettre fin à ce recul en exigeant une revalorisation de l'ensemble des salaires et des minima sociaux (330 euros), l'interdiction des licenciements, la fin de la précarité et un emploi correctement payé pour tous (1500 euros).

DIRE QU'ON N'EST PAS D'ACCORD, C'EST DIRE NON !

Plus généralement, il s'agit de dire Non à la politique que mènent depuis des années tous les gouvernements de droite ou de gauche : les profits et la rentabilité financière avant les intérêts de toute la population.

Samedi, à Bruxelles plus de 80 000 travailleurs venus de tous les pays d'Europe manifestaient pour dire Non à la désormais célèbre directive Bolkestein qui vise à tirer vers le bas la législation sociale dans l'industrie des services. Cette directive est tout à fait dans la logique de la Constitution européenne qui fait des lois du marché et de la concurrence son credo. Elle participe d'une même politique qui aboutit à la montée du chômage et de la précarité, au démantèlement des services publics, au blocage des salaires et à la hausse des prix.

Le référendum du 29 mai sera pour l'ensemble des travailleurs l'occasion de dire qu'ils ne sont pas d'accord, qu'ils n'entendent pas se résigner, de dire Non.

Ce sera l'occasion de sanctionner, de rejeter Chirac et la droite, mais aussi de désavouer Hollande et ses alliés.

Dire Non, c'est encourager les mobilisations et les luttes, infliger un camouflet au gouvernement, l'affaiblir pour aider à un mouvement d'ensemble des salariés pour imposer leurs revendications.

Le 21/03/05